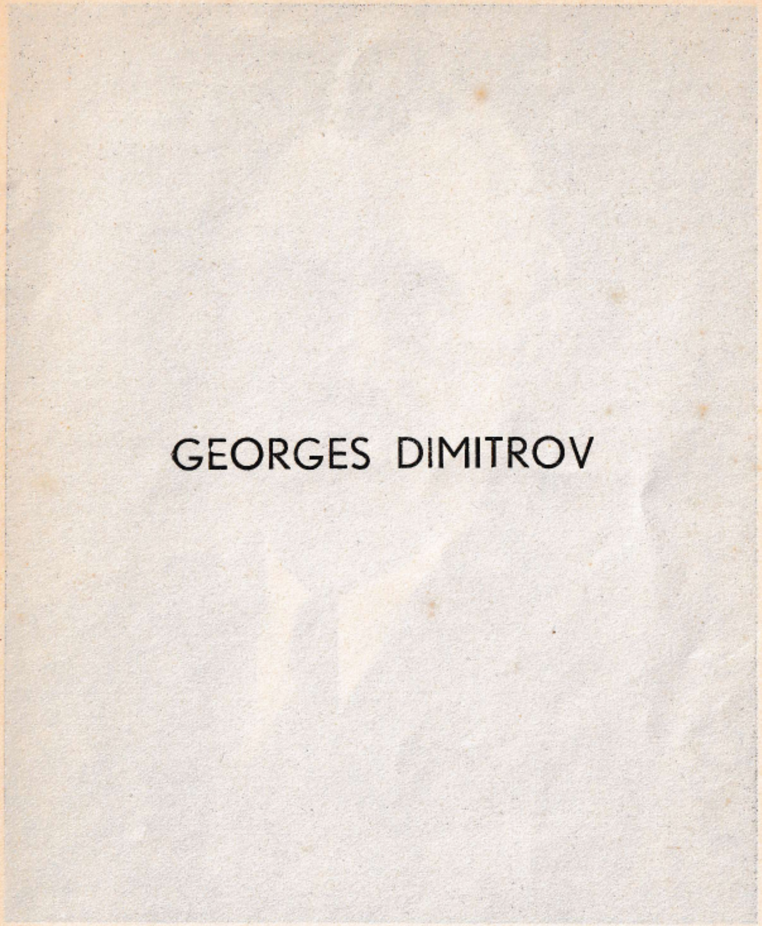
Bob CLAESSENS

Georges Dimitrov

LES AMITIES BELGO-BULGARES
179, avenue Plasky
BRUXELLES
1953



GEORGES DIMITROV

G. Dimitrov

Bob CLAESSENS

Georges Dimitrov

LES AMITIES BELGO-BULGARES
179, avenue Plasky
BRUXELLES
1953

Georges Dimitrov mourut au sanatorium de Borovicha près de Moscou, le 2 juillet 1949, à l'âge de soixante-sept ans. Atteint d'un cancer au foie, il souffrait en outre de diabète.

Le peuple bulgare lui fit des funérailles inoubliables. Sa dépouille mortelle fut transportée en train spécial, à travers l'Ukraine et la Roumanie, de Moscou à Sofia, où la population travailleuse et pacifique de Bulgarie rendit un dernier hommage à son guide bien-aimé. Des délégations venues du monde entier assistèrent aux funérailles les larmes aux yeux.

Ceci ne saurait étonner : Georges Dimitrov, dirigeant du mouvement ouvrier international, disciple fidèle de Marx, Engels, Lénine et Staline, éducateur du peuple, ami de l'Union Soviétique, défenseur héroïque de la paix, de la démocratie et du socialisme, fut le libérateur de son pays et le fondateur de la République Populaire de Bulgarie.

Tout au long de sa vie de combattant, quels qu'aient été les postes qui lui furent confiés ou les tâches qu'il eut à accomplir, il est resté le modèle parfait de l'homme nouveau, du dirigeant et du guide prolétarien, l'incarnation de la morale communiste.

Parlant de lui-même, pendant le procès de Leipzig, il déclara devant le tribunal fasciste :

« Il est exact que je suis un Bolchevik, un révolutionnaire prolétarien. Je suis fier d'être un fils de la classe ouvrière de Bulgarie. »

Un fils de la classe ouvrière bulgare

Georges Dimitrov naquit le 18 juin 1882, au village de Kovatchevtzi (district de Radomir) près de Sofia. Son père, un modeste artisan devenu ouvrier, mourut en 1912. Sa mère, Paraskéva Dimitrova, avait 72 ans au moment du procès de Leipzig. Elle quitta Sofia, se rendit à Paris, où elle prit la parole lors d'un meeting gigantesque des antifascistes parisiens ouvrant la campagne de solidarité en faveur de Dimitrov, (Cette campagne prit bientôt une ampleur mondiale) puis, à Berlin et à Leipzig, où elle attendit inflexiblement devant les portes de la prison qu'une entrevue lui soit accordée avec son premier né.

Ses trois autres fils, déjà, étaient morts dans la lutte :

Constantin, secrétaire du syndicat des typographes, périt en 1913, au cours de la guerre des Balkans. Le commandement

militaire l'avait, à dessein, maintenu en première ligne pendant toute la durée de la campagne.

Nicolas, mourut en 1916 dans les neiges de Sibérie où il avait été déporté à perpétuité dès 1908.

Le troisième, Thodor, est mort en 1925, à la suite des tortures qu'on lui avait fait subir dans les cachots de l'Okrana, la redoutable police politique bulgare.

Dimitrov avait deux sœurs.

Quand Magdalina, l'aînée, accompagna sa mère à Paris, elle laissait dans les prisons bulgares son fils âgé de 18 ans.

La cadette, Lena, membre des Jeunesses Communistes, était entrée dans l'illégalité en 1924 et franchit à pied en 1925, la frontière soviétique. Elle milita dans les rangs du Parti Bolchevik. Elle est aujourd'hui la femme de Valko Tchervenkov, secrétaire général du Parti Communiste Bulgare, et l'actuel président du Conseil des ministres de Bulgarie.

La première femme de Dimitrov, Liouba Iovchevich, lutta pendant 25 ans à ses côtés. C'était une couturière de Belgrade. Epuisée par des dizaines d'années passées dans la clandestinité ou l'émigration elle mourut à Moscou, en 1933, à la suite d'une longue maladie.

Telle est la famille prolétarienne dont Dimitrov est issu et au sein de laquelle il se forma.

Elle a développé en lui un instinct de classe proprement infaillible et l'a trempé pour le combat.

« **Lorsqu'on veut réaliser une pareille ligne,** dit-il, après le procès de Leipzig, **il ne faut pas trembler pour sa peau ».** Et il ajouta : « **N'avoir pas peur de la mort, ce n'est pas de l'héroïsme personnel : c'est le propre du Communiste, de l'ouvrier révolutionnaire, du Bolchevik ».**

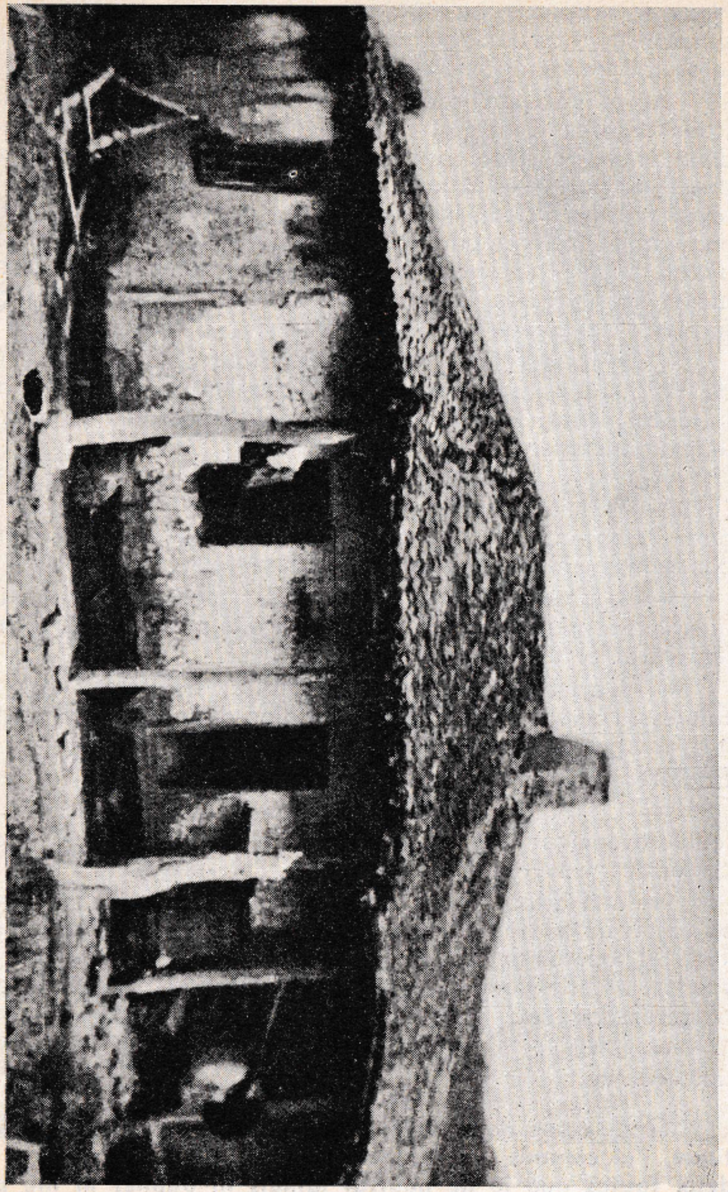
Cette attitude lui a été inspirée non seulement par l'exemple des grands combattants révolutionnaires qui l'avaient précédé mais également par l'exemple des siens.

Le militant ouvrier

A l'âge de 12 ans, en 1894, Georges Dimitrov dut quitter l'école pour aider sa famille.

Il trouva du travail dans une imprimerie et y apprit le métier de compositeur.

Dès sa quinzième année, il prit une part active au



La maison natale de Georges Dimitrov à Kovatchevtzi.

mouvement révolutionnaire et milita tant dans les rangs du parti social-démocrate bulgare que dans le mouvement syndical. Nous le trouvons bientôt parmi les meilleurs militants du syndicat du livre de Sofia dont, âgé de 18 ans à peine, il devient le secrétaire.

Au sein du parti social-démocrate, c'est vers l'aile gauche (celle des Tesniaks) qu'il se dirigea dès l'abord. Les Tesniaks défendaient la lutte intransigeante des classes contre l'aile droite du parti (les Shiroki ou « larges »), qui prônaient un révisionnisme attiédi. Néanmoins, sur certaines questions fondamentales, comme par exemple la question du pouvoir, de la dictature du prolétariat, la question paysanne, la structure même du parti, les Tesniaks tenaient des positions non conformes à celles des Bolcheviks.

Ce n'est que depuis 1917 et surtout après l'insurrection de 1923, qu'ils adoptèrent peu à peu les vues de Lénine et luttèrent contre les survivances social-démocrates au sein de leur organisation.

Au cours de cette longue période de vingt ans de luttes (1903-1923) l'évolution de Dimitrov est celle même de son parti ; déjà, pourtant, sa personnalité se révèle et se marque par la mise en œuvre de ses traits essentiels :

— Il possède l'art d'organiser les masses, non pas uniquement en vue de l'organisation en elle-même, mais afin de les entraîner à l'action.

— L'art de démasquer l'adversaire, non point sur des faiblesses personnelles, mais sur le plan de la lutte des classes.

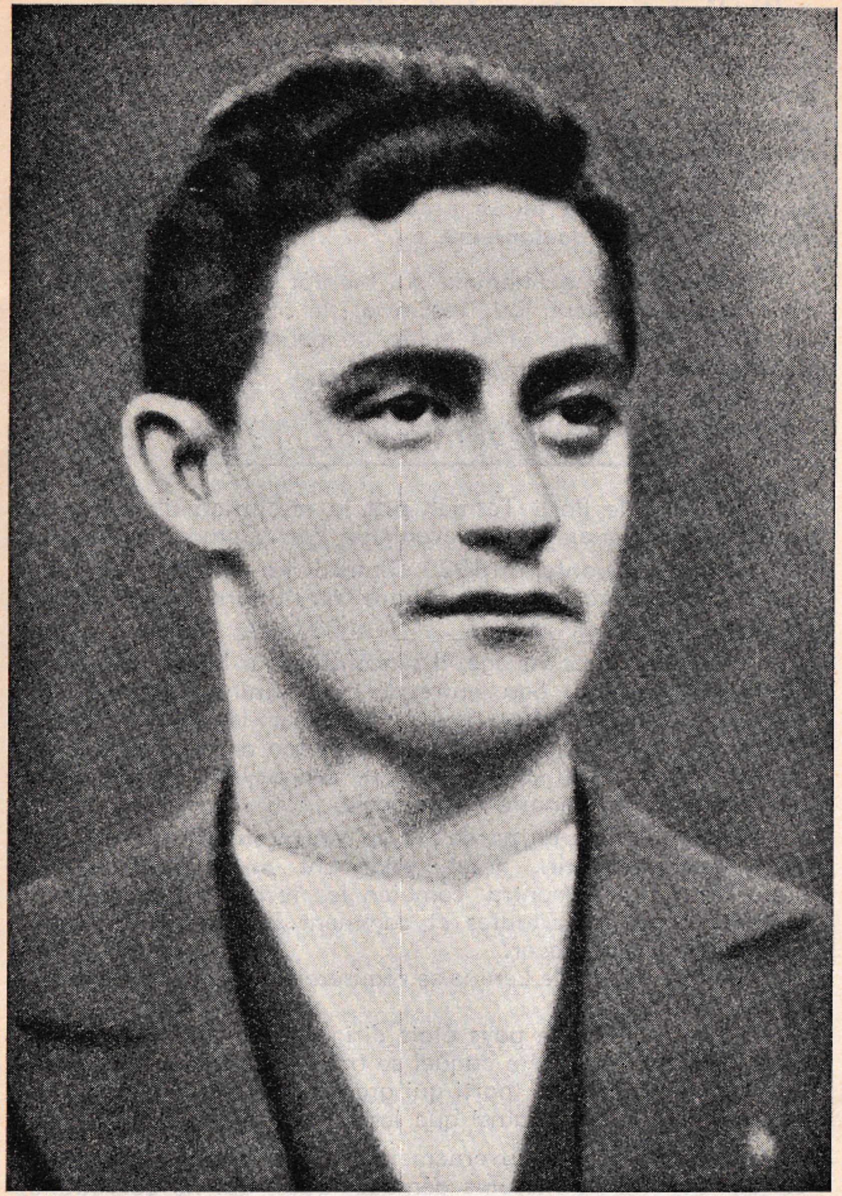
— Le don de saisir les exigences des masses et de les traduire en des mots d'ordre concrets.

— Le soin de toujours s'entretenir avec les ouvriers de leurs revendications, de leurs besoins précis et de ne point parler des « ouvriers en général ».

— Son attachement à l'internationalisme prolétarien et sa façon de le traduire toujours en actes. (C'est ainsi, qu'en 1909, il popularisa dans son pays la grève des 300.000 ouvriers suédois et prit l'initiative de recueillir parmi les travailleurs bulgares des fonds pour soutenir les grévistes).

— Enfin, la lucidité de sa critique et la franchise de son autocritique.

(« Au cours de mes 35 ans de vie révolutionnaire et politique, j'ai commis, camarades, pas mal d'erreurs, mais il est deux fautes que je ne pourrai jamais ni oublier ni me pardonner : la première en adoptant, avec le Comité Central du



Dimitrov à l'époque où il dirigeait le Syndicat du livre de Sofia.

Parti, le 9 juin 1923, après le coup d'Etat fasciste, une attitude prétendûment « neutre » ; la deuxième en n'ayant pas su, pas plus moi-même que notre Parti tout entier, comprendre à temps (dès 1918-1919) que notre mouvement révolutionnaire n'était pas encore du Bolchevisme. Nous n'avons pas alors tiré, de la différence entre le mouvement Tesniak et le Bolchevisme, les enseignements et les conclusions qui s'imposaient et nous avons, par là, retardé la bolchevisation de notre Parti, qui aurait certainement pu se produire plus tôt et d'une façon beaucoup moins douloureuse. »

Ainsi se forma l'homme qui bientôt, et le premier, tint tête victorieusement au fascisme, le dirigeant avisé de la III[e] Internationale et le guide du peuple bulgare vers le socialisme.

Le soulèvement de 1923

En 1919 le Parti Tesniak prit la résolution d'adhérer à la III[e] Internationale et de devenir un Parti Communiste.

L'année suivante, fin 1920, Dimitrov fut délégué à Moscou pour participer au troisième congrès de l'Internationale Communiste.

Au cours de ce voyage, il rencontra pour la première fois Lénine et Staline. Son entrevue avec Lénine mérite d'être rapportée. Durant deux heures, Vladimir Ilitch questionna Dimitrov sur la situation en Bulgarie ; ce dernier l'entretint des progrès du Parti Communiste de son pays et, en général, de l'essor révolutionnaire en Bulgarie.

Lénine le mit en garde : **« Je vous conseille de ne pas vous laisser éblouir... »** et, analysant minutieusement la situation, il lui démontra combien les forces réactionnaires étaient encore importantes et comment la situation pouvait brusquement s'aggraver.

Les prévisions de Lénine se réalisèrent, trois ans plus tard, point par point.

A ce moment le pays était dirigé par un gouvernement constitutionnel, à la tête duquel se trouvait Stambouliski, chef de l'Union Agrarienne (parti qui groupait les petits et moyens propriétaires terriens, ainsi que les ouvriers agricoles).

Ce parti et le gouvernement qu'il présidait prirent un certain nombre de mesures démagogiques, qui ne parvinrent à résoudre aucun des problèmes posés par la misère et l'appauvrissement constant des masses épuisées par la guerre et la

crise. De vaines tentatives de rapprochement s'esquissèrent entre le Parti Communiste et l'Union Agrarienne. Elles effrayèrent la grande bourgeoisie fasciste (qui ne craint rien tant que l'union des travailleurs) et lui servirent de prétexte à un coup d'Etat. Elle ne négligea aucune force pour instaurer sa dictature : officiers contre-révolutionnaires, patronnés par le roi lui-même, terroristes macédoniens et socialistes de droite bulgares, tous furent incorporés dans les rangs fascistes.

En juin 1923, elle risqua son putsch militaire. Elle fit assassiner le Premier ministre Stambouliski et prit le pouvoir.

Les paysans décidèrent de défendre, les armes à la main, le gouvernement régulier.

Quelle serait l'attitude du prolétariat ?

C'est ici que le Parti Communiste bulgare — de qui les travailleurs attendaient anxieusement les mots d'ordre — commit une faute terrible et à laquelle Dimitrov fait allusion dans l'autocritique que nous avons citée plus haut.

Analysant erronément la situation créée, le Comité Central du P.C. considéra faussement la lutte qui se déroulait comme un démêlé entre la bourgeoisie des villes et celle des campagnes. Il prit une décision opportuniste et opta pour la « neutralité ».

L'Union Agrarienne fut écrasée et la dictature fasciste instaurée. Elle allait durer 22 ans.

Georges Dimitrov tira magistralement les enseignements de cette erreur et se servit de cette faute même pour jeter les bases de la tactique antifasciste qu'en 1935, il allait appliquer à l'échelle mondiale, au cours de son rapport devant le VII[e] congrès de l'Internationale Communiste.

Les fascistes bulgares, sous la direction de Tsankov, instaurèrent une répression féroce. Des milliers de paysans, d'ouvriers et d'intellectuels furent assassinés.

Le Parti Communiste comprit rapidement dans quelle mesure il s'était trompé. Il se retira dans l'illégalité et organisa la contre-offensive. Dimitrov écrivait inlassablement des articles dans la presse clandestine appelant les travailleurs à s'unir.

Dans le courant du mois d'août, le Comité Central du Parti Communiste adressa au comité central du parti social-démocrate une proposition de front unique. Les chefs de la social-démocratie bulgare repoussèrent cette proposition.

En septembre 1923 — sur la proposition de Dimitrov — la majorité du Comité Central du Parti se prononça pour l'insurrection et décida de prendre la tête des masses armées, afin de renverser le gouvernement fasciste.

Dimitrov et son ami Kolarov prirent personnellement la direction du combat.

La place nous fait ici défaut pour analyser les différentes étapes de cette guerre civile. Elle révéla le talent stratégique de Dimitrov, mais se termina néanmoins par la défaite du peuple.

A la tête d'un millier de combattants environ, Dimitrov se replia, pas à pas, vers la frontière yougoslave, qu'ils parvinrent à franchir. Cette lutte ne fut pourtant pas inutile. Encore qu'elle se soit soldée par un défaite sur le terrain, elle rendit au Parti Communiste bulgare des services considérables. Elle le débarrassa de ses déviations petites-bourgeoises. Elle l'aguerrit et lui gagna la confiance des masses. Après la défaite, l'influence du Parti avait grandi et il avait poussé, dans les couches populaires, des racines beaucoup plus profondes qu'avant l'insurrection.

Il convient de citer ici un passage de l'appréciation que Dimitrov lui-même a portée sur ces dures journées :

« Je suis fier de cette insurrection héroïque. Pour exterminer le Communisme, les bandes fascistes gouvernementales ont sauvagement assassiné, au lendemain même de l'insurrection et pendant les deux années qui suivirent, plus de 20.000 ouvriers, paysans et intellectuels. Mon frère, lui aussi, a été assassiné dans la prison de la police. Et malgré cela, le Communisme en Bulgarie a, à l'heure actuelle, des racines incomparablement plus profondes et solides qu'en 1923. C'est là un bel avertissement à tous les exterminateurs zélés du Communisme dans les autres pays, aux Don Quichotte contemporains de tout acabit ! »

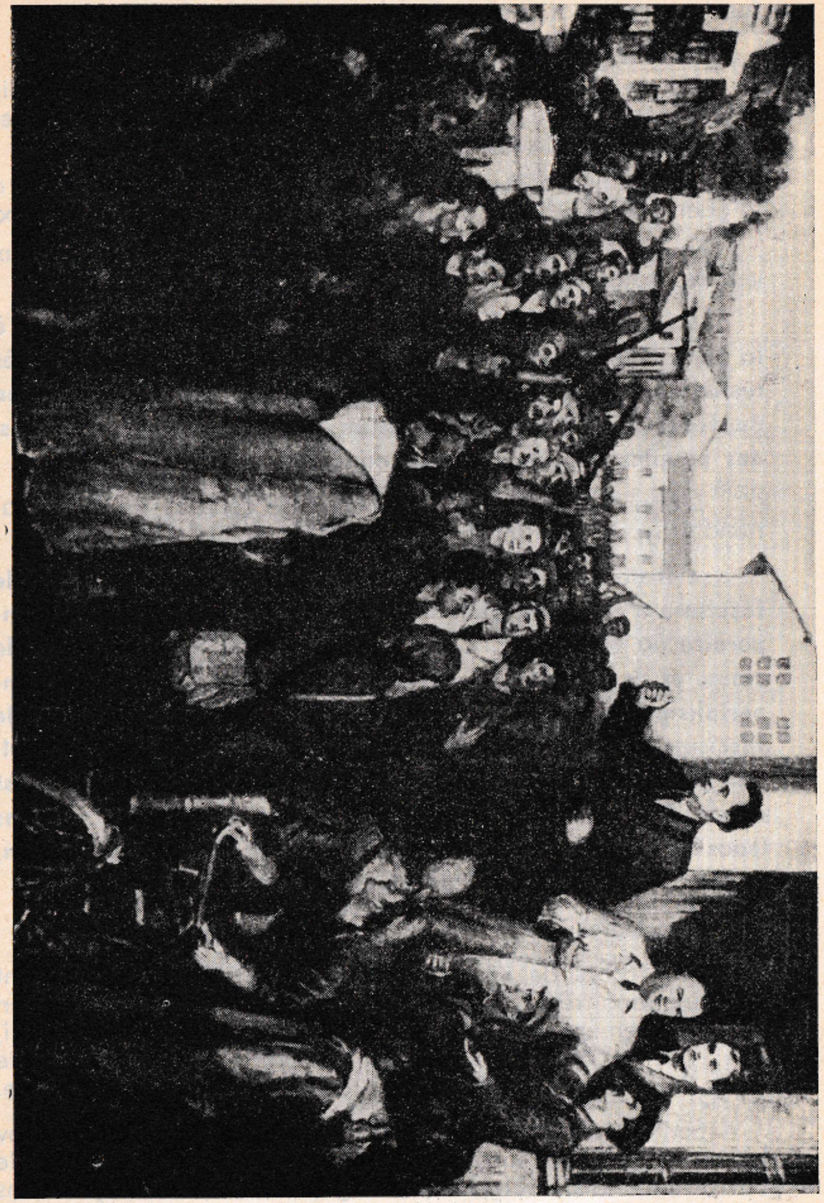
22 années d'exil

1923-1933

Pendant les premières années de son exil, Dimitrov travailla surtout à Vienne et à Berlin. Il devint un des organisateurs les plus éclairés de la lutte internationale contre le fascisme.

Il s'instruit, il écrit, il participe à un grand nombre de congrès ouvriers internationaux.

Il suit attentivement ce qui se passe dans tous les pays du monde et s'efforce de découvrir les caractères du fascisme, ses similitudes dans les différents pays où il est à l'état naissant et les moyens efficaces de le combattre. Il affûte les armes



G. Dimitrov et V. Kolarov dirigent le soulèvement armé de 1923
(Tableau de Marine Guéorguiev.)

idéologiques, il rassemble les matériaux et les expériences qui vont lui permettre de devenir le théoricien génial de l'anti-fascisme international et le héros du procès de Leipzig.

C'est ainsi qu'il fait deux découvertes fondamentales :

La première, c'est que le fascisme peut être vaincu, mais qu'il ne peut l'être que par l'action coordonnée des masses et l'unité d'action de tous les démocrates.

La seconde : que le fascisme aboutit nécessairement à la guerre et que lutter contre lui c'est combattre pour la paix.

En 1929, déjà, il énonce en un saisissant raccourci ces deux vérités profondes :

« La lutte contre le fascisme doit être étroitement liée à la lutte contre la menace de guerre. La condition du succès réside dans la formation, le développement et la consolidation du front révolutionnaire commun des ouvriers, des paysans, des peuples opprimés et des minorités nationales. »

L'année précédente, au quatrième congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, il avait déjà déclaré :

« Il doit être parfaitement évident pour nous, que le fascisme n'est ni un phénomène local, ni un phénomène temporaire ou transitoire. C'est un système de la domination de classe et de la dictature de la bourgeoisie, à l'époque de l'impérialisme et de la révolution sociale... Il est essentiel pour le fascisme de se rendre maître des syndicats... L'existence quelque peu durable de la dictature fasciste de la bourgeoisie est impossible sans la soumission du prolétariat et des paysans (sous un forme ou une autre) et, avant tout, sans la destruction, du mouvement syndical de classe. »

Ces mots restent d'une actualité frappante.

Les forces de l'impérialisme américain — qui tentent de faire renaître le fascisme sous une forme nouvelle — en ont parfaitement compris le sens et nous assistons, aujourd'hui, à leurs tentatives de **soumettre** le prolétariat et la paysannerie et de **détruire** par l'intérieur le **mouvement syndical de classe.**

Son travail international ne fit jamais perdre à Dimitrov le contact avec les masses populaires de sa patrie, ni avec le Parti Communiste bulgare qui s'organisait et se renforçait dans l'illégalité.

Le procès de Leipzig

Le 30 janvier 1933, la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie allemande remit le pouvoir à Hitler et instaura au centre de l'Europe une dictature fasciste.

Il s'agissait pour elle de préparer et de rendre possible la guerre qu'elle allait déclencher six ans plus tard. Pour arriver à ses fins, il lui fallait, avant toute chose, détruire les partis, les organisations de classe du prolétariat allemand, et d'abord son avant-garde la plus consciente, la plus conséquente et la plus décidée : le Parti Communiste. Elle tenta d'y parvenir par le mensonge, la terreur et les provocations. La plus célèbre d'entre celles-ci est l'incendie du Reichstag.

Le 27 février 1933, la nouvelle se répandit dans Berlin que le Reichstag brûlait. Accouru sur les lieux, Hitler en personne déclara aux journalistes étrangers : « *Je vois ici le doigt de Dieu. Maintenant nous allons frapper les communistes.* »

La même nuit, un communiqué de presse fut rédigé désignant les communistes comme les incendiaires. Dans le fait, un seul homme avait été arrêté dans le Reichstag en flammes : le Hollandais Van der Lubbe. On déclara aussitôt qu'il portait sur lui la carte de membre du Parti. Plus tard, la police elle-même se verra obligée de reconnaître que ceci était un mensonge.

Dix jours plus tard, le 9 mars, trois Bulgares furent arrêtés à Berlin : Popov, Tanev et Georges Dimitrov.

On arrêta également Torgler, l'ancien dirigeant de la fraction parlementaire communiste.

Tous furent traînés, sous l'inculpation d'incendie criminel, devant le Tribunal d'Empire. La conjugaison de ces cinq inculpés devant le tribunal fut considérée par les Nazis comme un acte très adroit. On disposait d'abord d'un hébété, Van der Lubbe, qui avouait ; d'un communiste allemand, qui s'effondra, accepta l'assistance de son avocat d'office, un certain Dr Sack, et fit une défense pleurnicharde. On disposait enfin de trois « Balkaniques » que l'on présenta comme des aventuriers capables de tout. On les isola du monde, sept mois durant. On les tint au secret le plus rigoureux. Popov et Tanev se révélèrent moins courageux qu'il n'eût convenu et ce fut enfin Dimitrov seul qui tint tête au tribunal fasciste.

Ce procès eut un rententissement mondial. Des milliers d'articles, des brochures, des livres lui furent consacrés. Il se termina par la déroute complète de l'appareil policier allemand,

la mise hors cause du Parti Communiste et l'acquittement des accusés (à l'exception de Van Der Lubbe qui fut exécuté). Les débat soulevèrent une vague d'indignation populaire dans tous les pays et contribuèrent, dans une large mesure, à la création d'un front mondial agissant contre le fascisme.

Le format de cette brochure ne nous permet pas d'entrer dans tous les détails de cette affaire célèbre. Nous nous attacherons uniquement à l'analyse de la tactique dont usa Dimitrov et qui lui assura la victoire.

Dimitrov consacra lui-même un article très important à ce sujet. Cet article parut dans la « Pravda » du 4 mars 1934.

Quel était le but que visait Hitler à travers ce procès ?

Primo : Mettre hors cause les provocateurs nazis.

Secundo : Justifier la monstrueuse terreur qu'il allait déclencher contre le mouvement progressiste tout entier.

Tertio : Attiser et alimenter la propagande anticommuniste.

Quarto : Présenter le national-socialisme comme le seul sauveur possible contre la « barbarie communiste ».

Dimitrov démêla dès l'abord les points suivants : seuls les nazis avaient intérêt à l'incendie du Reichstag. Dès lors eux seuls étaient capables de l'avoir allumé.

C'est sur cette base qu'il édifia sa défense.

Quel était le plan de la défense de Dimitrov ?

Si l'on veut comprendre ce plan et l'héroïsme qu'il fallut pour le soutenir jusqu'au bout, il est indispensable de se souvenir que Dimitrov disposait d'un moyen qui le mettait **personnellement** hors cause. Il ne **pouvait** pas avoir incendié le Reichstag. Cette nuit-là il n'était pas à Berlin. Il se trouvait à Munich et pouvait le prouver car il y avait passé la nuit à l'hôtel « Roter Hahn ». Mais ce moyen, cet alibi, ne pouvait mettre hors cause que lui. L'intention de Dimitrov n'était pas de sauver sa vie, mais l'honneur de son Parti.

Pour ce faire il conçut le plan suivant : 1) Démontrer que, pour un Communiste, il est impossible d'être un putchiste, un incendiaire. 2) Prouver que c'étaient les nazis eux-mêmes qui avaient mis le feu au bâtiment. Il soutint cette thèse jusqu'au bout et elle lui donna la victoire.

L'attitude de Dimitrov vis-à-vis du tribunal.

Lorsqu'enfin Dimitrov comparut devant le tribunal, il était arrêté depuis sept mois. Il avait passé cinq mois, jour et nuit, dans les fers. L'accusation et le juge d'instruction, (un certain Vogt que ce procès rendit tristement célèbre) escomptaient voir paraître devant le tribunal un homme épuisé, affaibli et d'autant plus découragé qu'il avait appris en prison la mort de sa femme. Ces messieurs avaient compté sans l'extraordinaire force de caractère de Dimitrov.

Dès ses premières paroles, il déclencha l'offensive. Ceci se produisit le 23 septembre 1933. Deux jours durant, on avait interrogé Van Der Lubbe et le misérable était à ce point abattu que l'on parvint à grand-peine à lui arracher quelques monosyllabes : « Oui », « Non », « Je ne sais plus ». Au début de la troisième séance, le président, un certain Bünger, commit l'incompréhensible erreur d'interroger Dimitrov comme second inculpé, le faisant passer avant les autres. Il lui fournit ainsi le moyen d'imposer, dès le début, sa propre tactique au tribunal.

Le président commence par exhorter l'accusé. Il lui conseille « dans son propre intérêt », de rester calme. Les premiers mots de Dimitrov éclatèrent comme une bombe : **« Si, comme moi, Monsieur le Président, vous étiez innocent et si, comme moi, vous aviez passé sept mois en prison, dont cinq mois enchaîné, vous comprendriez que l'on perde son calme ».**

Dès cet instant Dimitrov fut maître du procès et le resta jusqu'au bout. Le président peut entreprendre ce qu'il veut, se mettre en colère, insulter l'inculpé, l'éloigner des débats par mesure disciplinaire, Dimitrov resta toujours aussi ferme, aussi maître de lui, aussi irréductible.

Voici quelques-unes des réponses qu'il fit durant son interrogatoire :

Le président insiste sur le soulèvement armé qu'en Bulgarie, Dimitrov dirigea dans le cours de l'année 1923. Dimitrov répond :

« Je suis fier de cette insurrection héroïque.

» Il est seulement dommage que mon Parti et moi-même n'ayons pas encore été en ce moment de vrais Bolcheviks. C'est pour cela que nous ne sommes pas parvenus à organiser et à diriger victorieusement ce soulèvement historique, prolétariat en tête.

» Notre organisation, notre politique et notre tactique non bolcheviste, notre manque d'expérience révolutionnaire et

surtout notre attitude soi-disant neutre le 9 juin à l'occasion du coup d'Etat militaire fasciste, tout cela a puissamment aidé les assassins, les bourreaux du peuple et les oppresseurs à abattre ce soulèvement de masse.

» Mais le Parti a tiré de ceci la sanglante leçon et il s'en est servi. Actuellement la lutte libératrice des ouvriers et des paysans bulgares, éclairés par la grande expérience du soulèvement de septembre, marche irrésistiblement, sous la conduite du Parti, vers la victoire définitive. »

Et, comme si cette réponse ne suffisait pas, avec la plus grande simplicité, il ajoute : « **Ceci est en vérité un salutaire avertissement pour tous ceux qui, dans d'autres pays, s'attachent avec zèle à extirper le Communisme** ».

Il est presque incroyable que ces paroles aient été, en 1933, prononcées par un homme ligoté, devant la plus haute instance nazie.

QUESTION : « Quelle a été votre activité comme réfugié politique en Allemagne » ?

REPONSE de Dimitrov :

« Je ne me suis pas immiscé dans la politique allemande. Je n'ai pas le mondre contact avec le Parti Communiste allemand. Mon travail n'exigeait pas ce contact. Mais j'ajoute en toute franchise que, si mon travail l'avait exigé, je serais entré en rapports avec le Parti Communiste allemand. »

L'accusation lui reproche des articles qu'il a écrits pour l'Internationale Communiste et pour le Parti bulgare. Dimitrov répond :

« Ces documents sont de ma main et, en tant que Communiste et que membre de l'Internationale Communiste, j'en revendique l'entière responsabilité. Je suis prêt à assumer la même responsabilité pour toutes les décisions et pour tous les actes de l'Internationale Communiste et de mon Parti bulgare. Non seulement, je ne considère pas ces appels, ni toute l'activité de l'Internationale et de mon Parti comme coupables vis-à-vis de la classe ouvrière dont je suis un membre et un représentant ; au contraire, je suis fier d'appartenir à l'Internationale Communiste et au Parti bulgare. »

Et Dimitrov se saisit de cette occasion pour faire sa « déclaration de principe ».

Nous la reproduisons ici en entier car elle est un monument classique de l'autodéfense politique et peut servir d'exemple à chaque accusé politique :

« Il est exact que je suis un Bolchevik, un révolutionnaire prolétarien. Il me faut souligner le mot révolutionnaire « prolétarien ». Car, dans notre monde à l'envers le Kronprinz tient lui aussi à se dire révolutionnaire et il y a aussi des révolutionnaires qui sont aussi fous que par exemple Van Der Lubbe !

» Il est également exact, qu'en en ma qualité de membre du Comité Central du Parti Communiste bulgare et du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, je suis un dirigeant communiste, un responsable.

» Je suis prêt à prendre l'entière responsabilité pour tous les actes, décisions et documents de mon Parti bulgare et de l'Internationale Communiste. Mais c'est précisément pour cela que je ne suis ni un aventurier terroriste, ni un putchiste, ni un incendiaire.

» D'autre part il est absolument exact que je suis pour la révolution prolétarienne et pour la dictature du prolétariat. Je suis fermement convaincu qu'elle est la seule issue, la seule planche de salut pour sortir de la crise économique et de la catastrophe guerrière du capitalisme.

» Et la lutte pour la dictature du prolétariat, pour la victoire du Communisme est, sans aucun conteste, le contenu de ma vie. Je voudrais vivre encore au moins vingt ans pour le Communisme et puis mourir tranquille. C'est précisément pour cela que je suis un adversaire résolu de la terreur individuelle et du putchisme. Et cela non point pour des raisons sentimentales ou humanitaires. En concordance avec notre doctrine léniniste, en accord avec les décisions et la discipline de l'Internationale Communiste qui sont pour moi et pour tout vrai Communiste la plus haute loi, je suis, du point de vue de l'efficacité révolutionnaire, dans l'intérêt de la révolution prolétarienne et du Communisme, opposé à la terreur individuelle, opposé aux aventures putchistes.

» Je suis réellement un partisan, un admirateur enthousiaste du Parti Communiste soviétique, parce qu'il dirige le plus grand pays du monde — un sixième de la terre — et qu'il édifie si courageusement, si victorieusement, sous la direction de notre grand guide Staline, le socialisme. »

A partir de ce moment, le tribunal, l'accusation, tous les assistants, la presse, sentent que cet homme n'est plus seul, que le prolétariat international vient de faire son entrée dans la salle d'audience et qu'il se tient à ses côtés.

Maintenant Dimitrov peut passer à l'attaque. Et c'est ce qu'il fait.

L'attitude de Dimitrov vis-à-vis des témoins

L'accusation avait pris soin de faire entendre un nombre considérable de témoins. Trois mois durant (car le procès dura trois mois) des fonctionnaires nazis, des indicateurs de police et des provocateurs vinrent accuser Dimitrov, Popov, Tanev et Torgler. Pas un seul témoin de la défense ne fut entendu.

Remarquez, pour comprendre la véritable portée de l'attitude de Dimitrov pendant les semaines où ces témoins défilèrent, qu'il était absolument ignorant de tout ce qui se passait ou s'était passé au cours ou en dehors de l'instruction.

C'est des faux témoignages qu'il dut induire la vérité. C'est à travers l'acte d'accusation et les incidents d'audience que — grâce à sa surprenante perspicacité et à son sens politique — il comprit la vraie signification de l'affaire, qu'il devina, par exemple, qu'entre le palais de Goering et le Reichstag existait un couloir secret par lequel les véritables incendiaires avaient pu se rendre sur place sans être surpris.

Le célèbre « cas Van Der Lubbe » nous permet de saisir sur le vif la façon dont il devinait et recherchait la vérité dans le cours même des débats. Personne n'a compris à ce moment-là, comment Dimitrov a pu savoir si Van Der Lubbe était un inconscient ou un provocateur. Après sa libération, Dimitrov lui-même a expliqué comment il s'y était pris pour obtenir une certitude à ce sujet :

« Dès le début se posa pour moi l'énigme Van Der Lubbe. Pour déterminer ma tactique, ma défense, il était indispensable que je sache si Van Der Lubbe était un provocateur conscient ou un agent inconscient. De cela, j'ignorais tout.

J'ai assumé un grand risque en posant les questions et en forçant les réponses qui m'ont éclairé à ce sujet : j'ai demandé à Van Der Lubbe s'il me connaissait, s'il connaissait Popov, Tanev, Torgler ; s'il avait été un provocateur conscient, il aurait menti. »

Dans le fait, Van Der Lubbe ne connaissait aucun des autres accusés et il le dit en effet. Ainsi, pour Dimitrov, la preuve était faite que Van Der Lubbe était un malheureux dont les nazis se servaient. Que l'on songe au danger que Dimitrov aurait couru, si le Hollandais, qui avait vraiment participé à l'incendie, avait répondu, à ses propres questions, qu'il le connaissait.

« J'ai dû insister de la façon la plus dangereuse : mais j'avais obtenu la certitude dont j'avais besoin, j'étais renseigné. »

Dans le cas ci-dessus, nous nous trouvons en présence d'une série de questions que Dimitrov a pu préparer longtemps à l'avance. Dans la plupart des cas, au contraire, il devait comprendre instantanément et agir à l'improviste. Et ce, d'autant plus qu'il était obligé de poser ses questions et de faire ses remarques avant que le président, qui sans cesse lui imposait silence, n'eût le temps de l'interrompre.

— Un témoin attaque particulièrement Torgler. Dimitrov le laisse parler jusqu'au bout et puis, brusquement, il lui demande : **« Qui vous a soufflé ces déclarations ? »**

Le témoin s'effondre et bafouille.

— Le commissaire Heisig déclare dans son rapport que Van Der Lubbe lui a parlé couramment en allemand. Dimitrov pose tout à coup la question : **« Est-ce de ses propres lèvres que Van Der Lubbe vous a parlé couramment en allemand » ?**

Dans la salle, tout le monde avait remarqué que Van Der Lubbe s'exprimait en allemand avec la plus grande difficulté...

— Le nazi Kroyer prétend avoir vu et entendu, au Reichstag, Popov et Torgler discuter ensemble.

« En quelle langue » ? demande Dimitrov, rappelant ainsi à tous les assistants que Popov ne connaît pas un mot d'allemand et que Torgler n'entend pas le bulgare.

Et tout cela avec une ironie et une courtoisie qui laissent les témoins et le président lui-même, littéralement, sans défense.

— L'inspecteur Scranowicz déclare qu'il a vu les trois Bulgares dans le bâtiment du Reichstag. Dimitrov remarque doucement : **« Quand j'ai vu l'inspecteur Scranowicz pour la première fois, je l'ai pris pour un terroriste macédonien qui a la mort de dix Communistes sur la conscience et qui, vraiment, ressemble fort à Scranowicz. Ce n'est que plus tard que j'ai compris que cet homme est un honorable fonctionnaire ».**

L'inspecteur Scranowicz n'était évidemment pas préparé à de tels coups. Aussi reconnut-il qu'il avait, en effet, pu se tromper.

C'est de cette façon que Dimitrov acheva l'un après l'autre les témoins de l'accusation... et cela trois mois durant.

A-t-on déjà songé à ce qu'il faut de courage pour soutenir une telle attitude ?

A-t-on déjà songé à ce que signifie, par exemple, le fait de déclarer, devant un tribunal fasciste :

« Chacun des témoins joue ici un rôle qui lui a été imposé. »

Le 31 octobre 1933, après l'audition du dernier témoin, un certain Leberman, Dimitrov résuma l'ensemble de l'enquête:

« Le cercle des principaux témoins à charge de nous, accusés communistes, est aujourd'hui fermé. Commencé par des députés du parti national-socialiste, continué par des journalistes nazis, il se clôt aujourd'hui sur un voleur. »

Mais le sommet du drame fut certainement atteint quand les ministres Goering et Goebbels en personne furent entendus.

Voici Goering, botté et armé, entouré de sa garde personnelle. A l'intention de la presse mondiale, une heure et demie durant, il débite un discours provocateur anticommuniste soigneusement préparé d'avance. Il termine au milieu d'un respectueux silence.

Et maintenant on assiste à l'incroyable. Dimitrov se lève, souriant, et commence son interrogatoire.

« Le témoin n'a-t-il pas communiqué à la presse que Van Der Lubbe portait une carte du Parti Communiste sur lui ? Et ceci n'était-il pas une erreur ? »

Goering doit reconnaître que ceci était, en effet, une erreur.

Et l'interrogatoire se poursuit sur le même ton. Les questions se suivent, plus pertinentes les unes que les autres.

Goering, de plus en plus irrité, perd tout contrôle de soi, cependant que Dimitrov de plus en plus calme, de plus en plus ironique, de plus en plus grand, le domine de toute sa hauteur.

Une nouvelle fois, Goering attaque les conceptions communistes, qu'il prétend criminelles. Dimitrov demande : **« Monsieur le Premier Ministre sait-il que cette conception « criminelle » du monde régit aujourd'hui un sixième de la terre » ?**

Ici, Goering perd toute dignité et insulte — lui, Premier Ministre — l'Union Soviétique.

Dimitrov demande avec la plus grande simplicité : **« L'Union Soviétique est le plus grand et le plus beau pays du monde. L'ignorez-vous » ?**

Ceci est la fin de Goering. On voit, en présence de la presse mondiale, le Premier Ministre du troisième Reich se ruer, les poings levés vers un accusé enchaîné, criant : « *Je vous ferai pendre !* »

C'est à Dimitrov — non pas à Goering — que l'on impose

Georges Dimitrov au procès de Leipzig (A sa droite, son défenseur d'office, le Dr Teichert, qu'il récusa).

silence. Toujours aussi maître de soi, il dit : « **Je suis fort satisfait de la réponse de monsieur le Premier Ministre** ».

Le président veut faire expulser l'accusé de la salle. Dimitrov demande : « **Avez-vous peur de mes questions, Monsieur le Premier Ministre ?** »

Et c'est Goering qui, comme un taureau blessé, quitte la salle d'audience.

Goebbels, Ministre de la Propagande, va tenter de réparer la lamentable impression qu'a faite son collègue Goering.

« *Je comprends très bien,* — dit-il au tribunal, — *ce que veut Dimitrov. Il est expert en propagande. Mais je le suis aussi. Moi, il ne me fera pas perdre mon calme.* »

Aussi Dimitrov va-t-il hausser le procès sur un plan politique plus élevé. Il demande à Goebbels s'il n'est pas exact que les nazis, seuls ou en groupe, ont assassiné des ouvriers.

Goebbels esquive la question et répond, qu'en ce cas, le Führer interviendra et punira ceux qui se sont rendus coupables de tels faits.

La nouvelle question de Dimitrov claque comme une gifle :

« Mais, le Führer lui-même n'a-t-il pas salué les assassins et ne s'est-il pas déclaré solidaire de leurs actes ? »

Goebbels chancelle car il sait — et tout le monde sait dans la salle — que Hitler, en effet, sous le gouvernement von Papen, s'est, télégraphiquement, déclaré solidaire de deux nazis, qui, de la façon la plus bestiale, avaient assassiné un ouvrier allemand.

A présent, Dimitrov va pousser plus loin, jusqu'au fond des choses :

« Goering a déclaré devant le tribunal que Communisme signifie assassinat. On sait qu'en Allemagne, après la guerre, plusieurs crimes politiques furent commis. Des dirigeants de la classe ouvrière, Karl Liebknecht et Rosa Lüxemburg furent assassinés. Des dirigeants politiques bourgeois, Rathenau et Erzberger furent également assassinés. Que le témoin nous dise qui a, en Allemagne, perpétré ces meurtres politiques ? Sait-il que les assassins se trouvent dans les rangs de la droite, c'est-à-dire parmi les gens qui sont aujourd'hui les alliés des nationaux-socialistes ? »

Une fois de plus Goebbels ne répond pas. Il demande :

« *Dimitrov désire-t-il prendre l'histoire à partir d'Adam et d'Eve* » ?

Mais Dimitrov : « **Je suis fort satisfait de cette réponse : s'abstenir, si souvent, de fournir une réponse directe, constitue la meilleure des réponses** ».

Goebbels veut sauver la situation et dit :

« *Dans les quartiers ouvriers les nationaux-socialistes étaient armés pour se défendre contre les Communistes.* »

Dimitrov : « **Donc les nationaux-socialistes se défendaient ?** »

Goebbels : « *Cela va de soi. Ou pensez-vous peut-être que nous vous aurions permis de nous détruire ?* »

Sur ce, Dimitrov l'écrase de la question suivante : « **Ne pensez-vous pas que maintenant les Communistes ont le même droit de se défendre ? Dès lors, pourquoi les poursuit-on** » ?

A cela Goebbels ne trouve pas de réponse. Lui aussi cherchera son salut dans la fuite.

Plus tard, dans sa plaidoirie, Dimitrov déclarera : « **Messieurs Goering et Goebbels ont, dans cette salle d'audience, mené de fort bonne propagande pour le Parti Communiste. Mais de cela ces messieurs ne sont guère responsables** ».

La plaidorie de Dimitrov devant le tribunal

Dimitrov avait vainement essayé de désigner un avocat de son choix. Chaque nom qu'il proposait fut systématiquement écarté. L'intention du tribunal était de lui faire accepter un défenseur d'office qui aurait été plutôt une aide qu'une gêne pour l'accusation. C'est ainsi qu'un certain Dr Teichert lui fut adjoint. Dimitrov, à juste titre, n'avait pas la moindre confiance en ce défenseur imposé.

Torgler, Tanev et Popov acceptèrent l'assistance de leurs avocats. Le résultat en fut que le Dr Sack, par exemple, l'avocat de Torgler, consacra les trois quarts de sa plaidoirie à la défense du national-socialisme et un quart à la défense de Torgler en tant qu'individu. Dimitrov refusa résolument une défense de ce genre et déclara avec fermeté :

« Je préfère, innocent, être condamné à mort plutôt que de devoir un acquittement à des défenseurs du genre de Monsieur le Dr Sack. »

Il se défendit donc lui-même, et dut prendre la parole à l'improviste, un jour plus tôt qu'il n'avait été prévu. Sa

plaidoirie reste, avec la défense que Karl Marx, en février 1849, prononça devant le tribunal de Francfort, le plus haut modèle qu'un révolutionnaire puisse se proposer lorsqu'il comparaît devant les juges de l'ennemi de classe. Il ne put d'ailleurs pas la prononcer jusqu'au bout. Mais ce qu'il en dit suffit amplement à écraser l'accusation et le national-socialisme. Il est évidemment exclu, dans une petite brochure comme celle-ci, d'analyser ou même de résumer ce chef-d'œuvre. Toute tentative de le résumer affaiblirait sa force probante. Mais il n'est pas sans intérêt d'en reproduire la péroraison :

« Nous, Communistes, pouvons, avec infiniment plus de raison que Galilée, déclarer : Et pourtant, elle tourne ! oui, elle tourne, la roue de l'histoire ! Elle tourne en avant...

Et cette roue que meut le prolétariat international, sous la direction de l'Internationale Communiste, ni des mesures d'anéantissement, ni des condamnations aux travaux forcés, ni même des condamnations à mort ne pourront l'arrêter. Elle tourne et continuera de tourner jusqu'à la victoire complète du Communisme. »

Ici le président n'y tint plus. Il fit un signe et des policiers se jetèrent sur Dimitrov, pour lui imposer, de force, le silence.

Le tribunal se retira pour délibérer si l'accusé pouvait continuer sa plaidoirie.

Il décida que Dimitrov ne serait plus entendu.

Il est également important de connaître les conclusions que Dimitrov déposa en cette cause. Elles prouvent une fois de plus, que jamais devant le tribunal, il ne comparut comme accusé mais, qu'au contraire, il s'imposa comme **créancier,** et ce, au nom de **tous** les accusés :

« Je propose :

» 1°) **Que le tribunal d'Empire reconnaisse notre innocence et l'injustice de l'accusation.**

» 2°) **Que Van Der Lubbe soit considéré comme un instrument dont les ennemis de la classe ouvrière ont abusé.**

» 3°) **Que des comptes soient demandés à ceux qui se sont rendus coupables de cette accusation injuste.**

» 4°) **Que les responsables soient condamnés à nous verser des dommages-intérêts pour le temps et la santé qu'ils nous ont fait perdre et pour les souffrances qu'ils nous ont fait endurer. »**

Et il ajoute sèchement :

« Un temps viendra où cette créance sera payée avec tous ses intérêts. »

Hitler, Goebbels et Goering se sont-ils souvenus de cette prophétie quand, après l'effondrement de leur régime, ils ont mis fin à leurs jours ?

Le 23 décembre 1933, Dimitrov, Popov, Tanev et Torgler furent acquittés. Van Der Lubbe fut condamné à mort et exécuté.

Les leçons du procès de Leipzig

L'attitude de Dimitrov devant le tribunal nazi constitue un exemple pour tous les militants ouvriers qui tombent aux mains de l'ennemi de classe et qui sont jugés par les tribunaux de la bourgeoisie. Dimitrov en était conscient et le déclara lui-même en affirmant qu'il avait appliqué les conseils de Lénine dans sa lettre à Stassowa « concernant la défense ».

Cette défense de Dimitrov fut d'une dignité, d'une adresse, d'un héroïsme et d'une lucidité extraordinaires. Il est inutile d'en rappeler les péripéties ; bornons-nous à en tirer les enseignements principaux :

1) Et d'abord, Dimitrov a démontré que, **dès qu'il existe une possibilité de défense politique utilisable, il convient de s'en servir à outrance.**

C'est ce qu'il fit. Et rien, ni les menaces, ni les expulsions, ni la présence de Goering et Goebbels, ne purent le faire dévier de la ligne de conduite qu'il s'était assignée.

2) **Faire de chaque intervention devant le tribunal une déclaration du Parti, qui tourne au bénéfice de sa propagande.**

Dimitrov, par sa déclaration de principe sur ce qu'était véritablement le Communisme, démontra que c'était **parce qu'il** était Communiste qu'il ne pouvait pas être un aventurier putschiste, un incendiaire.

3) **Le fait de revendiquer hautement l'honneur d'être Communiste impose néanmoins la règle absolue de ne donner à l'adversaire de classe aucun renseignement d'ordre organique.**

Dimitrov, quant à lui, s'y refusa absolument.

4) N'accepter de son avocat qu'une défense juridique, le récuser s'il n'est pas sûr et **assurer soi-même sa défense politique.**

Dimitrov refusa obstinément l'aide de son avocat d'office, le désavoua publiquement et assuma seul sa défense.

5) **Ne jamais faire de défense personnelle. Ne pas parler pour sauver sa peau, mais défendre son Parti et la classe ouvrière.**

Popov, Tanev et Torgler firent une défense personnelle. Dimitrov lutta en Bolchevik. C'est ainsi qu'il se sauva et sauva les autres avec lui.

6) **Passer du rôle d'accusé à celui d'accusateur, dénoncer impitoyablement le caractère de classe de l'accusation et percer à jour la provocation dont on est l'objet.**

Dimitrov, dès ses premières paroles, se dressa contre le fascisme. Il en fit un réquisitoire implacable. Il démonta le mécanisme de la provocation et prouva que c'était le parti fasciste, en singulièrement Goering, qui avait allumé l'incendie.

7) **Se souvenir que, devant le tribunal, comme partout, on est le porte-parole de son Parti et que les masses le jugent à travers vous.**

C'est à travers Dimitrov que les masses du monde entier ont jugé le Parti Communiste. C'est son attitude qui les incita à s'unir contre le danger fasciste.

Par sa défense et son attitude, Dimitrov démontra en outre :

— qu'il n'est pas de situation sans issue ;

— qu'il importe de ne pas lutter en individu solitaire mais en militant prolétarien qui tire sa force de son Parti et de la classe ouvrière de tous les pays ;

— que le fascisme n'est pas un mal inévitable ;

— qu'il est possible de le faire reculer et de le vaincre par l'action résolue et l'union de toutes les forces démocratiques.

Il est certain que l'exemple de Dimitrov stimula les dizaines de milliers d'antifascistes qui, pendant la guerre, tombèrent aux mains de l'ennemi, et que le souvenir de son attitude leur permit de tenir tête avec plus de courage et de ténacité.

Secrétaire de l'Internationale Communiste

Acquitté, Dimitrov ne fut pas, pour autant, relâché. Il fut maintenu en prison par mesure d'internement administratif. Le gouvernement bulgare se désintéressa de son sort, trop heureux d'être débarrassé de ce redoutable adversaire.

Il dut son élargissement à l'intervention de l'U. R. S. S.,

qui lui concéda la nationalité soviétique et le réclama pour un de ses citoyens.

Il se rendit à Moscou en 1934, et, en 1935, fut nommé secrétaire général du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il conserva ce poste jusqu'au mois de mai 1943, date à laquelle la troisième Internationale décida sa propre dissolution.

Cette période de sa vie fut dominée par les luttes que Dimitrov mena, à la tête du prolétariat mondial, contre le fascisme et la guerre.

Cette lutte, il la plaça tout entière sous le signe de la formation de vastes fronts populaires.

Il nous est impossible d'entrer ici dans le détail de ce combat qui est encore présent à toutes les mémoires. Analysons rapidement trois documents de la main de Dimitrov.

1) Le 2 août 1935, devant le septième Congrès de l'Internationale Communiste, il présenta un rapport sur **« L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le danger fasciste ».**

Il s'agit ici d'un document fondamental, devenu classique, que tout militant se doit d'avoir lu et étudié. Il servit de base à la lutte de tous les Partis Communistes contre le fascisme et domina la politique mondiale de 1935 à 1939. Si ses enseignements avaient été compris de tous, le monde eût fait l'économie d'une guerre terrible et se fût épargné des dizaines de millions de victimes.

Le rapport s'ouvre sur une analyse magistrale du caractère de classe du fascisme. Il y est dénoncé comme **« la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier ».** Le fascisme du type allemand en est la variété la plus agressive. Il est devenu **« la troupe de choc de la contre-révolution internationale, le principal fomentateur de la guerre impérialiste, l'instigateur de la croisade contre l'Union Soviétique, la grande patrie des travailleurs du monde entier ».**

Le fascisme n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie, comme l'ont prétendu par erreur Otto Bauer et Brailsford. Ce n'est pas une dictature des éléments déclassés du prolétariat, comme l'ont prétendu des théoriciens libéraux bourgeois. Ce n'est pas un phénomène issu des tréfonds de l'âme germanique.

« Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même », qui, acculé, sort de sa propre légalité et instaure sa domination sous une forme nouvelle : la dictature terroriste déclarée.

Cette définition est fondamentale. Elle permet de prévoir et de comprendre l'évolution de la politique réactionnaire. Elle permet de déceler sous des formes diverses — par exemple la « démocratie » de type américain — la naissance et le développement de la dictature fasciste.

Mais il ne suffisait pas de définir le fascisme. Il fallait encore le combattre et le combattre efficacement. C'est à la recherche de la tactique appropriée que Dimitrov consacre le reste de son rapport.

Cette tactique, il va la développer avec une rectitude, une lucidité, une clairvoyance véritablement magistrales.

Il constate d'abord que les succès momentanés du fascisme n'ont été possibles que parce que les masses populaires et surtout le prolétariat sont divisés.

Puis il montre — en vrai Bolchevik, qui base toute son action sur son inébranlable confiance en les masses travailleuses — que la classe ouvrière est parfaitement capable de barrer la route au fascisme, d'en empêcher l'avènement au pouvoir et de le vaincre.

Et, passant par-dessus la tête des gouvernements et des chefs ouvriers réactionnaires, il s'adresse directement aux prolétaires de tous les pays. Il leur dit :

« La première chose qu'il faut faire... c'est réaliser le front unique, établir l'unité d'action des ouvriers dans chaque entreprise, dans chaque... région, dans chaque pays, dans le monde entier. L'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale, voilà l'arme puissante qui rend la classe ouvrière capable non seulement de se défendre avec succès, mais encore de passer avec succès à la contre-offensive... contre l'ennemi de classe. »

Puis, il se tourne vers les ouvriers communistes et les ouvriers socialistes. Il leur explique combien la constitution d'un front unique entre les deux Internationales, entre leurs partis, entre leurs organisations, **« faciliterait la riposte des masses à la poussée fasciste et augmenterait le poids politique de la classe ouvrière ».**

Une telle unité d'action influencerait immanquablement **« les ouvriers catholiques, anarchistes et inorganisés et même**

Au Bureau du 7e Congrès de l'Internationale Communiste (De gauche à droite : Maurice Thorez, Joseph Staline, Marcel Cachin, Georges Dimitrov, Wilhelm Pieck).

ceux d'entre eux qui sont devenus momentanément victimes de la démagogie fasciste ».

Son appel va également aux paysans travailleurs, aux petits bourgeois, aux intellectuels à qui il montre la nécessité de créer un vaste **front antifasciste** de lutte.

S'adressant enfin aux peuples coloniaux et semi-coloniaux, il leur démontre que leur libération n'est possible que par le rassemblement de toutes les forces populaires et de toutes leurs organisations en un vaste **front anti-impérialiste.**

Cette tactique claire, lumineuse, si conforme aux aspirations profondes des masses et si efficace, il en étudie ensuite tous les aspects.

Il ne laisse rien dans l'ombre. Il cite des exemples pris dans le monde entier, analyse la situation particulière de chaque pays ; étudie le rôle des syndicats et, surtout, il ne glisse sur aucune objection. Il les rencontre toutes, une à une, loyalement, comme il convient à un Communiste, et les réfute l'une après l'autre.

Les positions développées par Georges Dimitrov dans ce rapport ont exercé sur les masses populaires une influence énorme et la justesse de la ligne politique qui y est tracée a contribué pour une large part au rassemblement d'une quantité innombrable de travailleurs derrière les mots d'ordre des Partis Communistes de tous les pays. Ses enseignements constituent un enrichissement de la doctrine marxiste-léniniste. Ils restent entièrement valables dans les circonstances que nous traversons aujourd'hui et nous indiquent la voie où nous devons nous engager pour briser la nouvelle offensive de l'impérialisme et de la réaction.

2) Le 1[er] mai 1938, Georges Dimitrov publia un document : **« Le gage de la victoire »,** qui, pour n'avoir pas eu le retentissement du rapport du VII[e] Congrès, n'en est pas moins remarquable.

C'est une analyse minutieuse des visées du fascisme agresseur et des moyens de lui barrer la route.

Il commence par caractériser la situation internationale

Les Japonais ont occupé la Mandchourie. Le fascisme italien a asservi l'Abyssinie. Franco a mis l'Espagne à feu et à sang. Les fascistes allemands et italiens assassinent tous les jours le peuple espagnol. Le Japon envahit la Chine. L'Autriche est annexée. Henlein conspire contre les Sudètes pour le compte de Hitler. La Tchécoslovaquie est menacée de dépècement d'abord, de colonisation ensuite. Le fascisme allemand

Joseph Staline et Georges Dimitrov au Bureau du 7e Congrès de l'Internationale Communiste.

culture et de la politique, les masses du peuple de chez nous ne le cèdent à personne.

» Un peuple qui a souffert durant 500 ans l'oppression étrangère et qui n'a pas perdu pour autant sa langue et son caractère national, une classe ouvrière et une paysannerie qui ont lutté héroïquement contre le fascisme et qui luttent aujourd'hui pour le Communisme, un tel peuple n'est ni sauvage ni barbare. Seuls les fascistes sont, en Bulgarie, barbares et sauvages. Mais, je vous le demande, Monsieur le Président, dans quel pays les fascistes ne sont-ils pas des sauvages et des barbares ?

» Au temps où l'empereur germanique Charlemagne se plaisait à dire qu'il ne parlait allemand qu'à ses chevaux et où les nobles et les lettrés allemands n'écrivaient que latin et avaient honte de leur langue allemande, en ce temps, les apôtres Cyrille et Méthode avaient créé en Bulgarie « barbare », l'écriture de notre pays.

» Le peuple bulgare a lutté avec ténacité et de toutes ses forces contre le joug étranger. C'est pour cette raison que je ne supporterai pas d'attaques contre le peuple bulgare. Je n'ai pas la moindre raison d'avoir honte d'être Bulgare. Je suis fier d'être le fils de la classe ouvrière de Bulgarie. »

Mais, en même temps, le secrétaire général de l'Internationale Communiste se rendait compte qu'il fallait éviter de tomber dans le nationalisme chauvin. Il démontra à plusieurs reprises qu'une des armes les plus efficaces de la classe montante est l'internationalisme prolétarien qui permet à chaque peuple, en lutte pour sa propre libération, de s'appuyer avec confiance sur l'effort et l'action de tous les autres.

Dès les premiers jours de l'Etat soviétique, Dimitrov comprit que c'est dans la collaboration de tous les peuples avec l'U. R. S. S. que réside le salut de l'humanité menacée.

En 1935, il écrivait déjà : **« La pierre de touche de la sincérité et de la probité de tout militant ouvrier, de tout parti, de toute organisation de travailleurs, de tout démocrate, est son attitude vis-à-vis du grand pays du socialisme ».**

Dans la conjoncture que nous vivons aujourd'hui, les paroles de Dimitrov se révèlent plus justes et plus indispensables que jamais.

Le constructeur de la Bulgarie nouvelle

Le plus grand malheur qui pouvait frapper le peuple bulgare, ce fut la participation de son gouvernement, comme allié de Hitler, à l'agression contre l'Union Soviétique.

C'est sous l'impulsion de Dimitrov que fut créé en Bulgarie le « Front de la Patrie », qui entama la lutte contre le prétendu allié, l'occupant de fait, et ses complices fascistes bulgares.

Le 9 septembre 1944, quand la Bulgarie fut libérée par les armées soviétiques et le soulèvement national, mais que la lutte contre le fascisme hitlérien durait encore, il écrivit au Comité Central du Parti Ouvrier (Communiste) bulgare :

« La rupture définitive avec l'Allemagne hitlérienne, le renversement du pouvoir des agents du fascisme allemand, des traîtres et des fossoyeurs de la Bulgarie, la restitution au peuple de tous ses droits et de chacune de ses libertés qui furent piétinées, la participation de l'armée bulgare rénovée à la lutte libératrice contre les hordes allemandes, aux côtés des grandes puissances démocratiques, tout ceci a permis l'établissement des fondements d'une Bulgarie nouvelle, libre et forte. »

La réception qui échut à Dimitrov dans sa patrie après 22 ans d'exil fut inoubliable. Dès l'aérodrome, il salua en ces termes le peuple héroïque et triomphant :

« Vingt-deux ans se sont écoulés depuis que j'ai mis le pied sur la terre de Bulgarie. Vous ne douterez pas de mes paroles quand je vous dirai que durant tout ce temps, quel que fût le travail auquel je m'occupais et où que je me trouvasse, je n'ai jamais cessé de penser au peuple bulgare, de lutter pour lui, de lutter pour qu'il connaisse un avenir heureux. »

En même temps, Dimitrov appelait les hommes de son pays à marcher de l'avant et à porter à la réaction le coup décisif.

« Le peuple et tous les partis qui se sont unis au sein du Front de la Patrie nous conduiront à la réalisation triomphante des tâches indispensables que le Front de la Patrie a inscrites dans son programme. En ce qui me concerne, je suis prêt à participer, dans la mesure de mes forces, à ce travail pour lequel je suis venu.

» En avant pour le bonheur de notre belle patrie martyrisée ! »

Mais d'autres tâches importantes, historiques, se posaient maintenant au peuple bulgare.

Certes, le soulèvement triomphant du 9 septembre avait chassé du pouvoir la clique monarcho-fasciste et y avait porté un gouvernement du Front de la Patrie dans lequel siégeaient tous les partis démocratiques.

Certes, cette révolution avait, comme le disait Dimitrov : **« ouvert au peuple bulgare la voie vers le socialisme »** et, certes, les premières mesures démocratiques pouvaient être prises : l'appareil de la police bourgeoise et fasciste fut détruit et une milice populaire créée, l'Etat ne fut plus un appareil d'oppression de la masse ; il devint, au contraire, l'instrument de son émancipation progressive.

Mais la machine d'Etat bourgeoise n'avait pas encore entièrement disparu. Les Communistes se trouvaient en minorité dans le gouvernement et certains leviers importants de la machine gouvernementale restaient entre des mains qui, plus tard, se révélèrent infidèles.

A la tête de son Parti, Dimitrov entreprit la tâche gigantesque de la libération complète du peuple.

Des comités locaux du Front de la Patrie furent créés qui détenaient en fait le pouvoir. L'armée fut rénovée. Des « officiers politiques » y furent nommés. Les masses populaires qui, jadis, vivaient sous le joug fasciste, furent appelées à la vie politique et participèrent directement à la direction de la vie économique, sociale, politique et culturelle de leur pays.

Les femmes furent dotées de droits égaux à ceux des hommes. Le développement de la jeunesse fut fortement stimulé. Dès lors, l'enseignement avança à pas de géant. Les minorités nationales devinrent égales en droits et leurs écoles — où l'enseignement était donné dans leur propre langue — furent prises en charge par l'Etat. Toutes les propriétés terriennes de plus de vingt hectares (30 dans la Dobroudja) furent expropriées et les terres, distribuées aux paysans.

Les richesses du pays, qui avaient été pillées par les Allemands et les fascistes, furent rétablies.

Mais la présence dans le pays d'une commission interalliée de contrôle à laquelle participaient les Anglais et les Américains ne permettait pas d'attaquer sérieusement les bases économiques de la réaction. La grande industrie, les banques et les entreprises commerciales demeuraient aux mains du capital privé. La bourgeoisie ne pouvait manquer

Le retour de Dimitrov dans sa patrie après 22 années d'exil (6 novembre 1945).

de profiter de cette situation et sabota toute initiative du gouvernement démocratique. Elle parvint à prendre appui sur certains dirigeants politiques de droite qui participaient à la direction du pays : les Veltchev, les Petkov, les Tchechmedjieff, etc.

S'appuyant sur le peuple travailleur, le Parti Communiste, dirigé par Dimitrov, entama la lutte contre ces éléments corrompus.

Les élections pour la Constituante (27 novembre 46) se terminèrent par une défaite écrasante de la réaction. Malgré une opposition violente, 70 % des électeurs se prononcèrent pour le Front de la Patrie et, parmi eux, plus de 50 % pour le Parti Ouvrier (communiste).

Ainsi fut détruit le rêve de former un gouvernement homogène de propriétaires terriens que caressaient certains dirigeants agraires réactionnaires. Le peuple avait compris que, dans un Etat progressiste, le pouvoir dirigeant revient à la classe ouvrière et les paysans avaient compris que leur sort dépendait de la puissance du prolétariat.

Dimitrov avait vivement insisté sur ce point : **« Sans la classe ouvrière, sans le rôle nouveau et les tâches dont elle s'est chargée, il ne peut exister de démocratie populaire. Cette démocratie ne peut être réalisée que lorsque le rôle dirigeant est assumé par la classe ouvrière ».**

En ce qui concerne la classe ouvrière elle-même, celle-ci doit comprendre quel est le rôle historique qui lui revient : **« La reconnaissance du rôle dirigeant de la classe ouvrière impose à celle-ci des devoirs. Placée à la tête de l'Etat, la classe ouvrière y accomplit une mission historique. Elle est responsable au premier chef des progrès de notre pays et c'est précisément pour cette raison que d'aussi lourdes tâches lui incombent ».**

Les dirigeants réactionnaires n'acceptèrent pas leur défaite. Ils entrèrent en contact avec des ambassades étrangères et se mirent à conspirer contre leur propre peuple pour compte de la finance anglaise et américaine.

Grâce à la vigilance du prolétariat et de son Parti, les traîtres furent découverts, arrêtés et détruits.

La nouvelle Constitution fut promulguée le 4 décembre 1947. Elle faisait de la Bulgarie une démocratie populaire et donnait au peuple bulgare des droits qu'il n'avait jamais connus auparavant et qu'il reçut dans l'enthousiasme.

A présent, la montée au socialisme devenait une réalité.

Sous la sage direction de Dimitrov, la Bulgarie marcha de l'avant et ce pays, autrefois arriéré, devint un Etat moderne, heureux, prospère et progressiste, travaillant ardemment et plein de foi à la réalisation de la société socialiste.

En 1948, une délégation bulgare, conduite par Dimitrov, se rendit à Moscou et y signa avec l'U. R. S. S. un traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle. Ainsi fut scellée l'amitié séculaire entre les deux peuples et la Bulgarie se rangeait définitivement dans le camp de la démocratie, de l'antiimpérialisme et de la paix.

Ce traité a, pour le peuple bulgare, une énorme signification. C'est le gage de son progrès et de son indépendance. L'aide fraternelle du peuple soviétique guide la Bulgarie sur la voie qui mène à un avenir heureux, prospère, paisible et socialiste.

Le dernier discours de Dimitrov

Le 19 décembre 1948, Dimitrov présenta à Sofia, devant le V[e] congrès du Parti Communiste bulgare, son dernier rapport.

C'est le résumé de toute sa vie exemplaire, de sa longue lutte. C'est en quelque sorte son testament politique.

La première partie de ce remarquable discours analyse l'histoire du Parti depuis sa fondation en 1891 jusqu'au V[e] Congrès de 1948 : 57 années de lutte dans les conditions les plus difficiles et, grâce à la fidélité dont, depuis 1923, il fit preuve envers le marxisme-léninisme, la plus éclatante des victoires.

La deuxième partie analyse avec précision l'essence de la dictature du prolétariat en tant que passage indispensable au socialisme en Bulgarie.

La troisième partie montre la route à suivre. Ce sont les derniers conseils de Dimitrov. Elle indique l'avenir socialiste et fournit les moyens d'y parvenir.

Le rapport se termine par les paroles suivantes :

« Notre parti est fier d'être un membre de la grande famille des Communistes du monde entier ayant à sa tête le Parti Communiste (bolchevik) de l' U. R. S. S. et le dirigeant génial de toute l'humanité progressiste, Joseph Vissarionovitch Staline.

» Nous est avis que celui qui n'est pas un vrai léniniste

ne saurait être un marxiste véritable; et que personne ne saurait être un vrai léniniste sans être un partisan de Staline.

» Sous la bannière invincible de Marx, Engels, Lénine et Staline, en avant, toujours en avant, vers le socialisme, vers le Communisme ! »

Telles furent les dernières paroles que Dimitrov prononça en public.

Miné par la maladie, il mourut six mois plus tard.

Soixante-sept années durant, il avait servi son peuple et lui avait donné la possibilité de forger son propre destin.

Le peuple bulgare marche sur la voie tracée par Dimitrov

« Je voudrais vivre encore au moins 20 ans pour le Communisme et puis mourir tranquille » disait Georges Dimitrov en 1933 aux juges nazis devant lesquels il comparaissait à Leipzig. Ce rêve ne s'est pas réalisé. Mais du moins Dimitrov a-t-il vu le national-socialisme écrasé, son pays libéré et son peuple s'engageant sur la voie qu'il lui avait tracée, la voie du Socialisme. Nous nous en voudrions de ne pas marquer ici l'étape que, déjà, le peuple bulgare a atteinte sur cette voie.

Que le lecteur se souvienne, pour juger de l'effort accompli, qu'au moment de sa libération la Bulgarie était l'un des pays industriellement les plus arriérés de l'Europe, que 54,4 % de son industrie étaient aux mains rapaces des capitalistes étrangers et qu'en 1944 sa production industrielle était tombée à 64 % de ce qu'elle était en 1939.

Depuis, un pas immense a été accompli, grâce à l'énergie du peuple bulgare lui-même, grâce à l'aide généreuse et totalement inconditionnelle de l'U.R.S.S. et grâce à l'entraide amicale que se prodiguent entre eux les pays de démocratie populaire.

Le premier plan quinquennal a été réalisé en 1952, un an avant le délai prévu, les restes du fascisme liquidés, la reconstruction de l'économie sur une base socialiste menée à bien. L'union du peuple a été forgée. Ainsi prend corps le testament, qu'en mourant, Dimitrov avait légué aux travailleurs de son pays.

Les chiffres qui vont suivre sont ceux de septembre 1952. Ils éclairent 8 ans de travail et d'efforts.

Georges Dimitrov et Valko Tchervenkov, l'actuel président du Conseil de Bulgarie.
(Tableau d'Alexandre Stamenov et Boris Ivanov).

La production industrielle en général dépasse, déjà aujourd'hui, de 16,4 % le chiffre qu'avait fixé le premier plan quinquennal pour la fin de 1953.

La production du charbon est trois et et demi fois plus forte qu'elle ne l'était en 1939. Elle est de 179 % par rapport à la production de 1948.

L'extraction du minerai dépasse 43 fois celle de 1939 et 4 fois celle de 1948. Celle du minerai de plomb atteint 450 % et celle des concentrés 488 %. Le plan de 1953 a été réalisé à 175 % dès 1952.

C'est surtout dans les Monts Rhodopes, la région, jadis, la plus arriérée de la Bulgarie, que s'est développée la production des **métaux non ferreux.**

Avant la guerre, **l'industrie de la construction des machines** était à peu près inexistante. Dans ce secteur, la Bulgarie était largement tributaire de l'étranger. Aujourd'hui cette industrie existe. Elle a dépassé 109 fois celle de 1939.

L'industrie chimique a connu un essor prodigieux .Elle atteint en 1952 huits fois le niveau de 1939. La couverture des besoins de l'agriculture en engrais chimiques est entièrement assurée. Déjà la Bulgarie exporte son surplus d'acide sulfurique.

Avant la libération, la Bulgarie ne produisait aucun **matériel électrique.** Cette industrie existe aujourd'hui.

L'industrie textile s'est considérablement développée. La production de coton est trois fois plus forte qu'en 1939. Celle de la laine est du double. En 1952, le plan prévu pour 1953 était dépassé de 120,5 %.

L'industrie du cuir produisait, déjà en 1951, 483 fois plus de chaussures qu'en 1948. En 1952, le plan prévu pour 1953 était dépassé de 18,7 %.

L'Etat a investi, pendant les quatre premières années du plan, 14,5 milliards de lévas (soit 101 milliards 500 millions de francs belges) dans l'**industrie lourde.**

En deux ans (les années 1950 et 1951), **252 nouvelles usines** ont été construites et mises en exploitation. Ce rythme s'est soutenu depuis.

Depuis que la Bulgarie s'est libérée du joug turc (1878), jusqu'en 1944, la capacité de l'ensemble de ses **centrales électriques** n'a jamais dépassé 108.000 Kwh. Dans la seule année 1951, par contre, des centrales électriques nouvelles, d'une puissance de 98,500 Kwh. ont été mises en activité. En huit années de temps 1.854 villages ont été électrifiés.

La productivité du travail, grâce à l'amélioration de la technique, a augmenté dans des proportions incroyables. En 1952 elle atteignait 153 % du niveau de 1948 qui était lui-même sans comparaison avec le niveau d'avant guerre. Sur ce point, le plan prévu pour la fin de 1953 est d'ores et déjà dépassé de 7 %.

Cependant que le chômage ne cesse de croître dans le monde capitaliste, le **nombre des ouvriers employés dans l'industrie** a augmenté, en Bulgarie, de 139,1 % en trois ans de temps, tandis que **le fonds des salaires** augmentait de 175,5 %.

Dans le même temps, **les salaires des travailleurs** ont augmenté de 126,2 %. C'est-à-dire qu'en trois ans, ces salaires ont plus que doublé.

Dans l'agriculture le problème qui se posait au peuple bulgare était celui de la collectivisation des fermes individuelles notamment par l'entrée volontaire des fermiers dans des coopératives de production. Ce problème est aujourd'hui pratiquement résolu et le Premier Ministre Valko Tchervenkov a pu déclarer devant le Troisième Congrès du « Front de la Patrie » : « **Aujourd'hui nous pouvons dire que les fermes coopératives ont remporté la victoire. Notre campagne, la vraie campagne, est aujourd'hui représentée par les coopératives agricoles. Un tel succès constitue un changement révolutionnaire qui, par sa signification, est égal à un deuxième 9 septembre (1) en Bulgarie.** »

Dès 1952, les prévisions du plan pour 1953, en ce qui concerne la **mécanisation de l'agriculture** étaient dépassées. Aujourd'hui 12.000 tracteurs et 1.300 moisonneuses-batteuses soviétiques travaillent la terre de Bulgarie. Dans les 103 fermes d'Etat, qui s'affirment comme des entreprises socialistes modèles, les travaux agricoles sont presque entièrement mécanisés.

Les **méthodes nouvelles de l'agrotechnique soviétique** s'introduisent de plus en plus largement dans les coopératives agricoles et la production à l'hectare ne cesse d'augmenter. 200.000 Ha de superficie arable sont irrigués artificiellement, soit 5 fois plus qu'avant la Libération.

Quatre grands **barrages** sont en construction, sans compter les petits qui s'achèvent par dizaines. Ils accumuleront plus

(1) Le 9 septembre 1944 est la date du soulèvement victorieux du peuple Bulgare contre l'occupant nazi et ses alliés capitalistes bulgares.

d'un million de mètres cubes d'eau ce qui permettra d'étendre considérablement la surface irriguée et assurera la production de 200.000.000 de Kwh d'**énergie électrique.**

Le plan grandiose **de boisement et d'irrigation** qui transformera la nature de la Dobroudja s'exécute avec succès.

Le cheptel ne cesse d'augmenter. La plupart des exploitations coopératives possèdent des **fermes d'élevage.** C'est ainsi que 93 % des coopératives possèdent des fermes spécialisées d'élevage de vaches, 61 % possèdent des fermes d'élevage porcin, 98 % des fermes d'élevage de moutons et 70 % des fermes d'élevage de volaille.

La conscience des paysans se modifie. Des **professions nouvelles** — tractoristes, chauffeurs, combiners, mécaniciens — apparaissent au village.

En 1952, le **volume global de la production agricole** a dépassé de 50 % celui de 1939, le niveau le plus élevé atteint pendant la période capitaliste.

A cet accroissement inouï du bien être matériel correspond un travail culturel non moins important.

Le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie s'est attaché à la **liquidation de l'analphabétisme.** Cette tâche est accomplie.

Aujourd'hui, tout le monde en Bulgarie sait lire et écrire. Ceci est le fruit d'un effort qui jette dans la stupéfaction le spectateur le moins prévenu. Pour y arriver il a fallu apprendre à lire et à écrire à 432.000 adultes et augmenter considérablement le nombre des écoles. Celui des écoles professionnelles a été doublé.

Les **minorités nationales** (turque, macédonienne etc.) disposaient, avant 1944, de quelques rares écoles seulement. Ces écoles étaient subventionnées par la population elle-même. Aujourd'hui ces peuples ont été dotés de 1.038 écoles publiques où les enfants sont enseignés dans leur propre langue.

1570 jardins d'enfants ont été créés et **3.750 colonies scolaires** ont été ouvertes.

Les **instituts supérieurs** étaient fréquentés pendant l'année académique 1943-1944, par 14.260 étudiants. Il y en a aujourd'hui 27.500.

Tout ceci ouvre les perspectives les plus sérieuses à l'industrialisation socialiste ultérieure du pays. La découverte et la mise en exploitation de richesses pétrolières nouvelles, hâtera encore ce développement.

Résumant la situation, le Camarade Tchervenkov a pu déclarer que : « **En suite de toutes ces grandes victoires historiques de notre peuple, nous approchons du moment où la base du socialisme sera établie en Bulgarie. Ainsi, nous pourrons bientôt passer à l'édification du socialisme lui-même.** »

La confiance inébranlable, qu'avait Georges Dimitrov en le prolétariat, en le peuple de son pays, était justifiée.

Eduquée par lui, guidée par son Parti et par son meilleur disciple, Valko Tchervenkov, la Bulgarie nouvelle marche résolument sur la voie du progrès.

Achevé d'imprimer le 4 mars 1953
sur les presses de la Société Populaire
d'Editions, 33, rue de la Caserne,
Bruxelles.
Un administrateur : M. Christiaens,
70, rue Antoon Van Dyck, Anvers.

Prix : 4 francs.